

Le mystère des 4x4 de la présidence malgache

RFI - 16/03/14



Le président malgache, Hery Rajaonarimampianina, a réceptionné cette semaine, près de 200 4x4, dont l'origine reste très floue. AFP PHOTO/RIJASOLO

À Madagascar, la présidence a réceptionné, cette semaine du 10 mars, près de 200 véhicules 4x4 et en attend encore 150 dans les jours à venir. Des voitures qui avaient fait l'objet d'une polémique durant la campagne du premier tour de la présidentielle en octobre 2013.

Le candidat et ex-Premier ministre Camille Vital se disait être le destinataire de cette marchandise et n'avait pas pu les récupérer.

Les 4x4 bloqués au port de Tamatave depuis plusieurs mois ont donc pu sortir et être remis à la présidence, qui les a montrés à la presse ce samedi 15 mars. Les circonstances de cette acquisition sont encore très floues. Aujourd'hui alignés dans la cour du palais présidentiel d'Iavoloha, ces 200 véhicules ont été, selon la présidence, offerts par un constructeur automobile asiatique.

Jaobarison Randrianarivony, responsable de la communication de la présidence ne veut cependant pas en dire plus sur son identité. *« Je m'abstiens d'avancer des noms parce qu'on n'a pas encore un contrat conclu, signé, donc pour le moment, je pense que ce n'est pas encore le moment de dire de quoi ni de qui il s'agit »*, explique-t-il.

Il n'y a pas de contrat pour l'instant, pas d'engagement de la part de l'Etat malgache, soutient la présidence. *« Vous ne pouvez pas empêcher les gens d'offrir des cadeaux, ce n'est pas une faute, ce n'est pas un délit d'offrir un cadeau pour le peuple malgache »*, ajoute Jaobarison Randrianarivony.

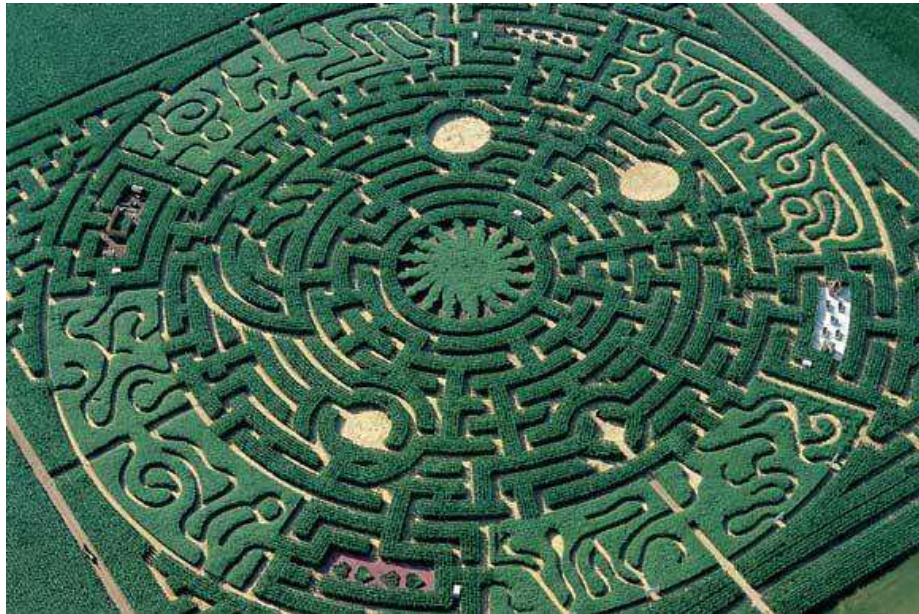
A quoi serviront ces véhicules ? A quels services seront-ils affectés ? Pas de réponse pour l'instant. *« Ils vont servir pour l'intérêt général du pays. Donc, c'est au président de la République d'assurer le "dispatche" de ces véhicules à tous les responsables. »*

L'importation de ces 4x4 faisait l'objet d'une enquête pour blanchiment d'argent. Toutes les procédures ont été respectées, affirme néanmoins le responsable de la présidence. Contacté par RFI, le Service de renseignements financiers (Samifin) en charge de l'enquête n'a pas souhaité s'exprimer.

Source : <http://www.rfi.fr/afrique/20140316-le-mystere-4x4-presidence-Rajaonarimampianina-madagascar-vital/>

Le réseau nébuleux d'une multinationale basée en Chine dans des contrats troubles en Afrique

The Center for Public Integrity – 09/11/11



Nouveau modèle chinois d'investissement: *"le labyrinthe"*

Les promesses inachevées de travaux publics jettent un doute sur les sociétés chinoises

Pendant des siècles, vagues après vagues des colons et des investisseurs étrangers ont écumé l'Afrique, à la recherche de profit, des ressources en pétrole et de minerais estimés abondantes sur le continent. Beaucoup ont laissé comme héritage, de la corruption et des promesses non tenues des richesses partagée avec les Africains.

C'est dans ce contexte qu'un conglomérat très entreprenant a récemment attiré l'attention et fait les titres de la presse dans l'ensemble de l'Afrique. La *"China-Sonangol"* fait partie d'un réseau mondial de compagnies exploitant du pétrole en Angola, achetant de l'or au Zimbabwe, construisant des condominiums de luxe à Singapour et développeur de propriétés à Manhattan. Ses cadres ont rencontré des chefs d'État africains [dont Dadis] et ont défié les géants mondiaux du pétrole et de l'exploration qui étaient installés sur le continent. **Et ces entreprises de la China-Sonangol ont attiré une curiosité d'ordre stratégique - ces affaires sont les sujets de "câbles" du Département d'État aux États-Unis rendus publics par Wikileaks.**

La China-Sonangol s'est montrée très innovatrice et bien introduite avec un bon carnet d'adresses. Mais aussi rapidement qu'elle s'est imposée, elle s'est également exposée au genre de critiques auxquelles d'auteurs avant ont fait face par rapport à des arrangements d'exploitation en Afrique. La Chine-Sonangol est accusée pour des promesses non tenues d'investissements publics et des affaires opaques avec les chefs d'État africains tels que Robert Mugabe du Zimbabwe, Eduardo Dos Santos de l'Angola. Il y a également des questions posées au sujet des opérations de la compagnie en Guinée-Conakry, où une enquête des Nations Unies a lié l'ancien régime militaire, dirigé par le Capitaine Moussa Dadis Camara, au massacre de plus de 150 protestataires en 2009.

Des journalistes du *"Stabile Center for Investigative Journalism"* de l'Université de Columbia ont passé 11 mois à enquêter sur le réseau complexe des sociétés de holding et les entreprises liées à China-Sonangol – ainsi que les cadres chinois et de Hong Kong derrière tout cela. **Leur investigation a révélé un réseau transnational de plus de 60 compagnies** étroitement liées et incorporées et des liens avec les régimes

"investor-friendly" de Singapour et de Hong Kong; ainsi que les paradis fiscaux tels que les Bermudes, les Îles Vierges britanniques et les Îles Caïman.

« C'est le nouveau visage de la concurrence pour les ressources naturelles », a dit Judith Poultney une analyste au *"International corruption watchdog Global Witness"*, qui a étudié la China-Sonangol ainsi que des compagnies de ressource semblables en Afrique.

« Les élites africaines utilisent des structures offshore -paradis fiscaux- complexes pour se servir une tranche personnelle dans les affaires de ressources exploitées avec les entrepreneurs asiatiques », Poultney a indiqué. **« Et comme la vieille spoliation de l'Afrique par l' Occident, c'est le citoyen africain ordinaire qui perd »**.

Nouveau modèle économique

La China-Sonangol est probablement la figure de proue pour le public de l'entité privée, China International Fund (CIF), enregistrée à Hong Kong qui est sortie de l'anonymat pour être un joueur principal sur le marché des ressources naturelles en Afrique, promettant plus de US\$18 milliards d'investissement dans plusieurs pays africains ces six dernières années. Par l'intermédiaire de la China-Sonangol et d'autres sociétés apparentées, CIF a acquis des parts dans une douzaine de gisements de pétrole, une mine de diamants en Angola et une participation substantielle dans la "compagnie de développement" qui a acquis des droits d'exploitation du minerai de fer et de bauxite en Guinée.

En juste quelques années, CIF a ingénieusement converti ses affaires angolaises en un nouveau modèle économique d'exploitation des ressources naturelles en Afrique. En associant des fonctionnaires angolais et en utilisant leurs liens avec des banques nationales et des compagnies chinoises, CIF a convaincu les fonctionnaires dans d'autres nations africaines de conclure des contrats sur leurs ressources naturelles en échange de grands projets de travaux publics. Ils ont offert de financer des routes et des chemins de fer en échange de l'accès aux ressources minières et gisements pétroliers dans des pays politiquement instables mais au sous-sol riche [comme la Guinée]- certains d'entre eux corrompu et empêtrés dans des scandales financiers et de corruption [comme la Guinée encore].

La CIF et ses sociétés affiliées ont fini par obtenir des droits d'explorer, et dans certains cas l'exploitation, des ressources minières des pays les plus riches d'Afrique. Mais une grande partie des infrastructures promises ne s'est pas matérialisée. Le fruit de ces transactions minières est investi par la suite par des entreprises à participation de la CIF dans des endroits loin de la portée des lois africaines et de l'examen minutieux des citoyens de ces états affectés [pillés légalement ou illégalement, comme encore les contrats signés par Dadis, J.M.Doré et actuellement par Alifa Condé].

La première incursion de la CIF en l'Afrique a eu lieu en 2005. Un prêt de US\$2.9 milliards pour la construction d'infrastructures en Angola, pays riche en pétrole, qui émergeait alors de 30 ans de guerre civile. Ce qui était un projet osé pour une compagnie d'à peine un an et sans expérience dans la construction d'infrastructures.

La CIF s'est engagée sur trois projets ferroviaires, construire un nouvel aéroport international et plus de 200.000 unités de logements sociaux. Mais des problèmes ont vite surgi. Le 27 juin 2007, l'ambassadeur des États-Unis en Angola, Cynthia Efird, a rapporté à Washington que CIF **" a commis des erreurs de calcul sur les frais d'exploitation, ce qui a mis la société en difficulté financière"**, selon un câble du Département d'État révélé par Wikileaks. CIF avait utilisé des sous-traitants, écrit Efird, mais la compagnie nationale chinoise contractée pour réparer **le chemin de fer Luanda-Malange a arrêté le travail cette même année car des travailleurs n'avaient pas été payés depuis huit mois.**

Un an après, Dan Mozena qui a remplacé Efird comme ambassadeur, a écrit dans un câble que **"le travail sur les trois projets de chemin de fer est arrêté [en 2007] ; et que le projet d'aéroport international a calé à l'étape de conception "**. Ce câble, daté du 13 juillet 2008, signale que les projets ferroviaires ont été repris plus tard, pas par CIF mais grâce à un **" autre financement domestique et chinois "**.

L'aéroport - censé démontré le savoir-faire de CIF et projeté être le plus grand en Afrique - demeure non terminé. Le journaliste investigateur Angolais, Rafaël Marques de Morais, a rapporté le printemps

dernier qu'un peu plus qu'une fondation partielle avaient été construites. Entré en contact avec lui par email à Luanda le mois dernier, R. Marques a indiqué que rien n'a changé.

Structure de corporation compliquée

CIF et la China-Sonangol font partie d'un réseau de compagnies incorporées dans au moins sept pays. Au sommet de cette structure il y a une compagnie de Hong Kong, "*New Bright International*", qui a été formée en juillet 2003. Trois mois plus tard, "*Beiya International Development*" a été créée : 70% possédée par New Bright et 30% par le groupe de Beiya, une entreprise de constructions ferroviaires basées à Harbin, en Chine. Beiya, plus tard renommée "*Dayuan International Development Corporation*", possédant 99% de CIF.

Le visage public de CIF est Lo Fong Hung, actuellement directeur de plus de 60 compagnies liées à CIF dans le monde entier. Elle semble avoir eu peu d'expérience de corporation avant CIF. À Hong Kong, elle a dit à des amis qu'elle était, par le passé, la traductrice de Deng Xiaoping, le chef du parti communiste qui a introduit les réformes de libre marché en Chine. En 2004, elle est apparue dans un programme de télévision avec le Président vénézuélien Hugo Chavez qui l'a présentée en tant que la fille d'un Général chinois. Son mari, Wang Xiangfei, est un ancien directeur de "*China Everbright Holdings Company Limited*", qui fait partie d'un conglomérat d'État d'investissement, le "*China Everbright Group*".

Le représentant de CIF en Afrique, **Sam PA**, était chef d'une compagnie de Hong Kong qui faisait du commerce d'équipements en Chine. Vers la fin des années 1990 et de 2000, il faisait face à une douzaine de procès apportés contre lui et ses compagnies pour des dettes impayées. Son amie, Veronica Fung, est nommée comme propriétaire de 70% de *New Bright International* qui possède les parts de contrôle de CIF. Elle est également Directrice de 23 autres sociétés affiliées à CIF.

Les rencontres d'Etat de cadres de CIF et des réunions de haut profil [hautement médiatisées et à but de marketing] avec des fonctionnaires africains ont pu donner aux étrangers une impression [fausée] que la compagnie a le support officiel du gouvernement chinois. Mais cela ne semble pas être le cas. Dans un câble du 27 janvier 2009, l'ambassadeur des États-Unis a rapporté que Bolum Zhang, l'envoyé chinois en Angola, lui avait souligné que CIF était une compagnie "*privée*". Selon le câble, Zhang a également dit que CIF "*a de faibles management et leadership en Angola en dépit de ses liens étroits avec la présidence angolaise*".

En octobre 2009, le Ministère des Affaires Étrangères chinois a publié un communiqué sur CIF, énonçant que "*le gouvernement chinois n'a rien à avoir avec ses opérations commerciales, ni n'a connaissance des détails*".

Joint par téléphone à Hong Kong, le Directeur Wang Xiangfei de CIF a refusé de répondre à des questions spécifiques au sujet de la compagnie et de ses filiales, dénonçant que les "*autres pays et rivaux de CIF racontent des conneries au sujet de CIF parce que l'Angola ne leur a pas vendu à eux mais a choisi de vendre à la Chine*". **[Encore une phrase subtilement trompeuse laissant croire que CIF et Chine sont pareils comme un deal inter-Etats].**

Les autres multiples tentatives de joindre d'autres directeurs de CIF et leurs avocats au téléphone et par email se sont avérées futiles. Un journaliste est allé aux bureaux de Hong Kong de CIF en juillet mais a été renvoyé. Les avocats de la compagnie à Hong Kong ont également refusé d'aider à rencontrer des dirigeants de CIF disponibles pour des entrevues. Les dossiers judiciaires montrent que la Sam PA a utilisé plusieurs noms d'emprunt tels que Sam King et Ghiu Ka Leung. Des appels aux bureaux de CIF à Hong Kong demandant à parler à ces personnes n'ont été jamais retournés.



**CHINA SONANGOL
INTERNATIONAL
HOLDING LIMITED**

L'Angola connection

En 2004, la China-Sonangol a été formée à Hong Kong : 70% ont été acquis par la maison mère de CIF, 30% par Sonangol. Ses directeurs incluent [Lo Fong Hung](#), [Veronica Fung](#) et [Manuel Vicente](#), Président de Sonangol.

De 2005 à 2008, China-Sonangol a vendu au moins 15 millions de barils de pétrole par an à une filiale d'une compagnie nationale chinoise, Sinopec, selon des rapports à Hong Kong. La China-Sonangol a mal calculé le coût d'acheter le pétrole à US\$20 le baril et a par conséquent perdu de l'argent dans la vente, selon un câble de 2007 envoyé à Washington, par l'Ambassadrice Efird.

Mais les ventes avaient de la valeur d'une autre manière : des documents d'hypothèque classés à Hong Kong montrent que ce contrat a été utilisé par la China-Sonangol comme moyen de sécuriser un prêt de US\$2 milliards à Sonangol de la part d'un consortium de banques. Ils montrent également qu'en 2006 la Banque de Chine a octroyé des prêts à CIF et à une société apparentée qui ont été sécurisés grâce à ces contrats de pétrole de la China-Sonangol.

Dans un document classé d'hypothèques de 2006, par la China-Sonangol à Hong Kong décrit la transaction suivante : Sonangol Sinopec International (SSI), une entreprise en participation avec une filiale de la Chinese state oil company (entreprises pétrolières d'État chinoises) en 2004 a obtenu l'attribution d'un gisement de pétrole en mer angolaise - connu dans les affaires comme "*bloc*". Ce bloc a été précédemment possédé par Shell. Une compagnie indienne a été identifiée en tant qu'acheteur avant que Sonangol soit intervenu. Dans un câble de 2009 rendu public par Wikileaks, l'ambassadeur des États-Unis en Angola relaie des paroles de son homologue chinois qui révèle que **le pétrole de ce bloc était embarqué directement pour la Chine**.

SSI a fait les titres de la presse deux ans après pour avoir battu tous les records d'offres pour les gisements angolais de pétrole. Selon *Businessweek*, SSI a offert \$2.2 milliards pour deux gisements, mieux disant **Exxonmobile** et BP par des centaines de millions de dollars. La carte des blocs d'exploitation pétrolière de Sonangol en 2011, révélée en juin, prouve qu'entre eux, SSI et la China-Sonangol ont acquis des parts dans huit gisements de pétrole angolais. Le "*Economist Intelligence Unit*" [unité d'intelligence économique] a signalé que, juste en mars, la China-Sonangol a acheté de 10 à 15% de parts dans les quatre concessions de pétrole.

Beth Morrissey, Himanshu Ojha, Laura Rena Murray et Patrick Martin-Menard
Journalistes - The Center for Public Integrity

9 novembre 2011

Source : <http://www.madagate.com/politique-madagascar/dossier/3985-madagascar-china-sonangol-scandales-que-jaobarison-le-jobard-a-interet-a-lire-attentivement.html>

Article en anglais : <http://www.publicintegrity.org/2011/11/09/7108/china-based-corporate-web-behind-troubled-africa-resource-deals>